

Index AI : PRE01/261/2011
23 May 2011

Les sanctions de l'UE contre la Syrie doivent encourager l'ONU à agir avec plus de fermeté

Les nouvelles sanctions adoptées par l'Union européenne contre le président syrien Bachar el Assad devraient inciter les Nations unies et la Ligue arabe à faire preuve de davantage de fermeté vis-à-vis de la Syrie concernant la répression violente exercée contre les manifestants dans ce pays, a déclaré Amnesty International lundi 23 mai.

Ce même jour, l'Union européenne (UE) a imposé de nouvelles sanctions visant le président el Assad et d'autres hauts responsables gouvernementaux syriens, prévoyant le gel de leurs avoirs personnels et une interdiction de se rendre dans les pays de l'UE.

« Nous nous félicitons des mesures qu'ont prises l'Union européenne et le gouvernement américain contre le président el Assad et ses collaborateurs, mais nous craignons qu'elles ne soient insuffisantes et n'arrivent trop tard, a déclaré Malcolm Smart, directeur du programme Moyen-Orient et Afrique du Nord d'Amnesty International. Le Conseil de sécurité des Nations unies doit désormais agir avec davantage de détermination à propos de la Syrie et suivre le précédent qu'il a établi lorsque le gouvernement du colonel Kadhafi a commencé à attaquer son propre peuple en Libye. »

« C'est précisément ce que fait le gouvernement syrien depuis des semaines et il est grand temps que le Conseil de sécurité saisisse le procureur de la Cour pénale internationale de la situation en Syrie.

« Le fait que le Conseil de sécurité n'ait pas pris de mesures similaires envoie un message complètement erroné au gouvernement à Damas. Il faut très clairement faire comprendre aux dirigeants syriens qu'ils n'échapperont pas à l'obligation de rendre des comptes ni à la justice pour les crimes actuellement commis sous leur autorité en Syrie. »

Amnesty International a dressé une liste de plus de 720 personnes tuées par les forces de sécurité syriennes au cours des deux derniers mois, marqués par les troubles et manifestations s'inscrivant dans le mouvement de protestation observé dans cette région du monde. Y figurent notamment 60 personnes tuées vendredi 20 mai et samedi 21 mai.

Des milliers d'autres seraient en détention au secret et risqueraient la torture, employée de manière systématique par le gouvernement syrien depuis de nombreuses années.

« La Ligue arabe doit également assumer ses responsabilités et agir avec fermeté face à Syrie », a poursuivi Malcolm Smart.

« Les Nations unies et la Ligue arabe doivent prendre des mesures pour imposer un embargo total sur les armes à la Syrie et geler les avoirs du président el Assad et de son entourage dans le monde entier. »